



HAL
open science

La place du renseignement militaire dans la guerre de Crimée

Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. La place du renseignement militaire dans la guerre de Crimée. LA GUERRE DE CRIMÉE première guerre moderne?, Paris 1 Panthéon-Sorbonne; UMR SIRICE, Nov 2019, Paris, France. hal-04090514

HAL Id: hal-04090514

<https://hal.science/hal-04090514>

Submitted on 5 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

La place du renseignement militaire dans la guerre de Crimée

Gérald ARBOIT

Docteur HDR en Histoire des Relations internationales

Chercheur-associé Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe (SIRICE), UMR CNRS, Paris 1 et Paris 4

La guerre de Crimée (1853-1856) fut la première opération militaire d'envergure lancée par les principales puissances européennes depuis la chute de Napoléon I^{er}. Si du point de vue de l'art militaire en général cette nuance n'avait guère d'importance, il en alla évidemment autrement pour les questions de renseignement. En effet, les usages en la matière à l'époque, et jusqu'en 1870, en faisaient encore une activité temporaire. À chaque opération, les chefs de corps étaient seuls chargés d'organiser, avec plus ou moins de bonheur, en avant de leur front, un système d'espionnage. Ils confiaient ce service à

« un officier chargé de tenir un registre spécial sur lequel d[evai]ent être consignés, à mesure qu'on les obt[enai]t, tous les renseignements sur l'ennemi avec l'indication de la source d'où ils prov[enai]ent. L'emploi des fonds secrets destinés à rémunérer les agents, les guides, les courriers, et généralement à acquitter toutes les dépenses relatives au service des renseignements, [était] confié à l'officier chargé de ce service. »

Selon la théorie d'état-major, ce numéraire était distribué mensuellement par le chef d'état-major de l'opération, à qui étaient destinés deux états des sommes dépensées, avec une indication succincte de leur motif ; un exemplaire restait entre ses mains, l'autre était transmis au commandant en chef, mais ils traversèrent rarement les âges¹.

Du point de vue de l'histoire du renseignement, la guerre de Crimée (27 mars 1854-27 décembre 1855) apparaissait donc primordiale. Elle ouvrait un cycle militaire qui, pour la France, ne s'acheva que dans les défaites de septembre 1870. Cette première conflagration d'importance préfigura par bien des points les opérations extérieures contemporaines. D'abord parce que la querelle de moines, à propos de la disparition de l'étoile de la grotte de la Nativité à Bethléem², déboucha sur un conflit de vingt-et-un mois en mer Noire entre la Russie et des nations coalisées derrière l'Empire ottoman ; profitant de l'affaiblissement européen de ce dernier, la première chercha à entrer en Méditerranée, les secondes (France et Grande Bretagne surtout) à l'en empêcher. Hormis sa durée, imprévisible par nature, la guerre imposa une nécessaire projection de force. Or, comme lors du débarquement en Algérie en 1830, la marine impériale se trouva dépourvue de capacités et dut affermer des navires marchands. Inventé 25 ans plus tôt et après l'introduction du code de Samuel Morse en 1850, le télégraphe électrique trouva également une utilisation pratique, même si elle se révéla peu concluante. Ces données entraînèrent une mutation de la conduite des opérations militaires. Ainsi, une fois les problèmes de décodage réglés, ce nouveau moyen de communication permit à l'autorité politique, bien avant la guerre civile américaine (1861-1865), d'intervenir dans la planification du conflit en cours. L'usage de la photographie, par le procédé mis au point par Louis Daguerre, devint en outre un auxiliaire de la planification. À la différence des photographies modernes, il ne s'agissait encore que d'une image sans négatif, exposée directement sur une surface en argent polie comme un miroir. Pour cela, l'usage du daguerréotype, comme de son dérivé plus léger et maniable, le calotype, nécessitait un temps de pose long, ce qui le disqualifia pour un usage opérationnel. Cela dit, la guerre de Crimée fut la première à être filmée...

À la croisée de ces évolutions de l'art de la guerre se trouva évidemment le renseignement. Les contingences de la projection impliquèrent de disposer d'une information préalable quant aux

¹ *Aide-mémoire de l'officier d'état-major en campagne*, Paris, Imp. nationale, 1884, p. 117-118.

² Cf. Gérald Arboit, *Aux sources de la politique arabe de la France. Le Second Empire et le Machrek*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 95-108.

futures zones d'opération. La durée et la particularité du conflit posèrent également la question du partage de l'information et des pratiques en coalition. Inévitablement, l'idée d'une permanence d'un service de renseignement, même en temps de paix, commença à germer chez certains militaires. De ce point de vue, la guerre de Crimée, comme toutes celles à venir, fut un révélateur³.

La part du renseignement

S'il fallait s'interroger sur ses raisons, il faudrait les chercher dans le processus de planification de l'opération en Crimée. Sans revenir sur les fondements palestiniens et diplomatiques de la crise, il convient d'analyser la part du renseignement dans la décision politique de projeter une armée sur les bords de la Mer Noire.

Une absence de structure

Tout d'abord, la planification fut le seul fait de l'empereur des Français, Napoléon III. À l'automne 1853, aux lendemains de la défaite navale turque devant Sinope, les généraux François Marcellin Certain de Canrobert et Louis-Henri Bosquet furent chargés d'établir un plan d'attaque de la Russie, par terre et par mer, contre la Crimée et la Baltique. Le choix de prendre Sébastopol s'imposa rapidement parmi les diplomates turcs, français et britanniques, et les militaires français en communiquèrent une traduction opérationnelle en février 1854. Au ministère de la Guerre, le colonel Louis-Jules Trochu, directeur du personnel militaire, se chargea de l'aspect administratif de l'organisation d'un corps d'armée, prélevé sur les troupes stationnées en Algérie ; il prépara les ordres d'exécution qu'il ne restait plus qu'à signer. À compter de la mi-janvier 1854, le dépôt de la Guerre entreprit seulement de centraliser l'information disponible en France. Cette mission incombait au colonel Augustin-Laurent Michel, chef de la 2^e section, responsable notamment de la statistique militaire et des travaux régionaux ; l'homme n'était qu'un vieil officier d'état-major en fin de carrière. Le 9 février, le général britannique Sir John Burgoyne et le colonel français Charles Jean Jacques Joseph Ardant du Picq arrivèrent en précurseurs à Gallipoli, que les Britanniques voulaient fortifier depuis novembre⁴, pour étudier les conditions de la place à accueillir les troupes de leurs pays respectifs. Le 11 mars suivant, le ministre de la Guerre, le maréchal Achille Leroy de Saint-Arnaud, fut désigné pour commander le corps expéditionnaire en Mer Noire. Et un mois plus tard, le 12 avril, Napoléon III lui adressa ses instructions précisant que Gallipoli serait le « lieu principal de débarquement » et que trois possibilités, arrêtées par lui, étaient possibles : soit « marcher, à la rencontre des Russes, sur les Balkans », soit « s'emparer de la Crimée », soit « débarquer à Odessa ». Il éliminait toutefois immédiatement cette dernière possibilité, puisqu'elle ne put être qu'un « coup de main ». De toute façon, il fallait que Saint-Arnaud se concertât « avec le général en chef de l'armée anglaise »⁵. Quelques jours plus tard, le souverain précisa que

« si nous sommes à Gallipoli, ce n'est pas parce que l'Angleterre l'a voulu, mais parce que, sur les indications du maréchal Vaillant, nous avons reconnu que c'était un point stratégique important. Si vous décidez de prendre la Crimée, l'initiative n'en sera pas venue de l'Angleterre mais de moi-même, qui vois dans la conquête de cette île le seul moyen de porter un coup sensible à la Russie et d'avoir un gage entre nos mains⁶. »

En d'autres mots, seul comptait dans cette planification opérationnelle le souci de Napoléon III de battre les ennemis de son oncle, Napoléon I^{er}, la part anglaise et turque comptant pour peu. Seule l'idéologie impériale, autre nom du destin, sembla devoir s'imposer aux réalités de la géopolitique internationale. Toute information provenant du renseignement était de ce point de vue superflue, puisqu'il y avait un grand dessein.

³ Service historique de la Défense, Département de l'armée de Terre (SHD/DAT), Vincennes, 1 M 1993 (C, 4, D), Berthaut, « Notes sur l'importance militaire des principales découvertes modernes, les chemins de fer, la navigation à vapeur, le télégraphe électrique, la photographie et les armes de précision », 10 avril 1861.

⁴ British Library, Londres, Graham Papers, Add MS 79630, Dundas à Graham, 17 novembre 1853.

⁵ Archives nationales (AN), Pierrefitte-sur-Seine, 400 AP 55/2.

⁶ Maurice Quatrelles l'Épine, *Le Maréchal de Saint-Arnaud d'après sa correspondance et des documents inédits*, II, Paris, Plon, 1929, p. 297-299.

À Londres, les planificateurs tinrent plus aux bénéfices d'une attaque frontale contre Cronstadt, la base navale russe aux portes de Saint-Pétersbourg, combinée à l'ultimatum autrichien et aux craintes d'une alliance suédoise contre la Russie⁷. Pour cela, elle n'affecta pas plus d'importance que cela à la Crimée. Au contraire du maréchal Saint-Arnaud, le général FitzRoy James Henry Somerset Lord Raglan, n'en fut pas dupe. En juillet, dans un courrier au secrétaire d'État à la Guerre, Henry Pelham Fiennes Pelham-Clinton, duc de Newcastle-under-Lyne, il estima que

« La descente sur la Crimée est décidée plus par respect pour les opinions du gouvernement britannique que pour toute information détenue par les autorités navales et militaires, ni sur l'étendue des forces de l'ennemi, ni sur leur état de préparation⁸. »

Une imprécision opératoire

Il ne faut pas voir dans cette sortie du commandant en chef britannique une appétence particulière pour le renseignement. Ses moyens remontaient au souvenir du crypto-analyste de Wellington en Espagne, contre Napoléon, le capitaine George Scovell⁹. Contrairement aux Français, il ne disposa pas du soutien d'un dépôt de la Guerre, qui ne fut constitué qu'en février 1855, même s'il put compter sur un *Topographical & Statistical Department*, créé au sein du secrétariat à la Guerre, sur le modèle français¹⁰. Et encore ce service ne put fournir que des cartes générales sur la Russie et non sur la Crimée, poussant un des ses officiers en visite sur le continent à en dénicher dans le commerce¹¹. Tout juste Raglan put-il espérer obtenir du renseignement d'un autre officier des *Royal Engineers* passant opportunément son congé en Europe orientale à l'automne 1853. Mais le capitaine Lintorn Simmons n'était pas un homme du renseignement, ni un planificateur militaire. Certes, il inspecta les défenses ottomanes sur le Danube, puis les ports de Batoum et de Trébizonde. Mais il ne comprit pas ce qu'attendait Raglan pour « renseignement d'intérêt militaire »¹². Et ce dernier ne put compter sur les consuls à Odessa et Kertch, renvoyés en avril 1854 en raison de l'état de guerre entre la Grande-Bretagne et la Russie.

La situation ne fut pas meilleure côté français. Aucun « agent » ne fut envoyé dans l'Empire ottoman, malgré la tradition établie durant le Premier Empire. À moins de voir la nomination en janvier 1855 d'un agent consulaire à Soukhoumi, en Abkhazie, comme un « agent secret » de Napoléon III, ainsi que son titulaire, Charles Champoiseau, se plut à le rappeler pour accéder à un vice-consulat deux ans plus tard¹³. En fait, il cherchait surtout à profiter de la guerre pour se faire une situation et se présenta comme un fin connaisseur des affaires caucasiennes — il aurait décrit les installations de Sébastopol, visitées en 1850, à Napoléon III¹⁴. Pourtant, il ne fut pas meilleur que Simmons et se révéla « un agent consulaire d'une assez médiocre consistance »¹⁵. En fait, un « agent secret » fut bien envoyé, en juin 1854, par le ministre de la Guerre, mais il se rendit à Stockholm¹⁶... Dans le Caucase, les consuls à Tiflis et Odessa furent comme leurs confrères britanniques : ils durent quitter l'Empire russe. Mais ils pâtissaient en plus de la dégradation des relations franco-russes depuis la révolution de 1848. À cela s'ajoutèrent des agents consulaires qui ne furent pas tous à la hauteur des

⁷ Cf. Andrew Lambert, *The Crimean War. British Grand Strategy against Russia, 1853-1856*, Manchester, Manchester University Press, 1990.

⁸ Raglan à Newcastle, 19 juillet 1854, cit. in *Fifth Report from the Select Committee on the Army before Sebastopol*, Londres, Parliamentary Papers, vol. IX, pt 3, 1854-1855, p. 5.

⁹ Mark Urban, *The man who broke Napoleon's codes. The Story of Geroge Scovell*, Londres, Faber and Faber, 2001.

¹⁰ Brian A. H. Parritt, *The Intelligencers. The Story of British Military Intelligence up to 1914*, Ashford, Intelligence Corps Association, 1983, p. 70 ; Thomas G. Fergusson, *British Military Intelligence, 1870-1914. The Development of a Modern Intelligence Organization*, Lanham, University Publications of America, 1984, p. 22-24.

¹¹ The National Archive (TNA), Kew, W01/380, Codrington à Panmure, 1^{er} décembre 1855 ; W01/382, Codrington à Panmure, 23 février 1856.

¹² Stefan Harris, *British Military Intelligence in the Crimean War, 1854-1856*, Londres, Frank Cass Publ., 1999, p. 4-10.

¹³ Archives du ministère des Affaires étrangères, La Courneuve (AMAE), 393 QO ser1, 854, Champoiseau à Drouyn de Lhuys, 10 juillet 1857.

¹⁴ *Ibid.*, Correspondance politique des consuls (CPC) Russie, 38, Champoiseau à Drouyn de Lhuys, 6 août 1855 ; Michel Lesure, « La France et le Caucase à l'époque de Chamil », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1978, vol. 19, n° 1, p. 63 n150.

¹⁵ SHD/DAT, 1 M 2293, Pélissier à Vaillant, 17 novembre 1855.

¹⁶ AN, 400 AP 55/4, Karth à Vaillant, 14 juillet 1854, deux notes, dont une sur les « sites de débarquement en Baltique ».

attentes militaires en matière de renseignement. Ainsi, à Tiflis, pourtant le meilleur poste d'observation du Caucase, François Steyert estima que « cela ne l'intéressait pas », selon son secrétaire¹⁷. Peut-être ce sentiment lui vint-il en raison du départ, début 1853, de sa meilleure source, Mikhaïl Semionovic Vorontsov, le vieux (soixante-et-onze ans !) vice-roi du Caucase russe. Le seul consul à fournir des informations utiles pour la planification de l'opération en Crimée fut celui d'Erzurum, en territoire ottoman ; les Britanniques eurent eux des données venant de leur consul à Varsovie ! Les dépêches de Charles-Alexandre de Challaye furent les seules que le Département des Affaires étrangères transmit au dépôt de la Guerre. S'étalant de fin novembre 1853 à février 1854, elles fournirent des plans de bataille, des articles de journaux et des rapports circonstanciés qui contribuèrent à l'intelligence des militaires sur la situation entre Caucase et mer Noire. Les suivantes durent compter avec les délais d'acheminement depuis les postes. Ainsi, une dépêche du consul à Erzeroum, datée du 13 juin 1854¹⁸, ne fut-elle transmise par les Affaires étrangères que le 12 juillet suivant¹⁹. À ces informations provenant de contacts et d'officiers étrangers attachés aux troupes ottomanes, comme les colonels français et anglais, Charles de Meffray et Richard de Beaufré-Guyon (Khorshid Pacha)²⁰, s'ajoutèrent les données que fit remonter de Constantinople l'ambassadeur Achille Baraguey d'Hilliers, avant de rejoindre son commandement dans la Baltique²¹. Des informations provinrent encore des rares militaires détachés auprès des Affaires étrangères, comme les chefs d'escadron d'état-major Alphonse-Robert de Senneville²² et Charles Chautan de Verclay²³, aides-de-camp des généraux ambassadeurs extraordinaires auprès de l'empereur de Russie Lamoricière (1849-1850) et Castelbajac (1850-1854).

Dès le 26 février 1854, ces données furent exploitées par le Service politique et topographique de l'armée d'Orient, officiellement créé le 22 mars suivant. Confié au lieutenant-colonel Jules Louis Dominique Desaint, neuf officiers y furent affectés pendant toute la période de la campagne, bien qu'ils ne fussent que quatre le 11 mars²⁴. Officier d'état-major, Desaint avait été choisi pour diriger la « partie secrète » en raison de sa double compétence topographique et diplomatique. Attaché au 33^e régiment de Ligne, il s'était distingué par ses travaux pour les besoins de la carte de France (1833-1836). Repéré en 1836 par le nouveau chef d'état-major de la 1^{re} division militaire, le général Jacques Aupick, ce dernier en fit son aide de camp qui le suivit dans son ambassade à Constantinople douze ans plus tard (1848-1851). En rejoignant son poste à l'été 1848, Desaint en profita pour se livrer à un relevé des itinéraires en Turquie d'Europe²⁵.

Sept de ses officiers présentaient le même profil, ce qui expliqua qu'ils furent utilisés, comme les deux artilleurs, uniquement à des missions topographiques. Ainsi, le capitaine Claudius Amédée Perrotin accompagna-t-il son chef en tournée aux frontières ottomanes, depuis Gallipoli jusqu'à Andrinople, puis ils rejoignirent l'armée française à Varna (juin-juillet)²⁶. Plus généralement, ces six officiers couvrirent les itinéraires, recueillirent des renseignements topographiques et de la statistique de la région comprise entre Varna, Andrinople, Constantinople et la mer de Marmara, y compris les Dardanelles, la presqu'île de Gallipoli, Tekirdağ et Bulair²⁷. Après le déclenchement des hostilités, ils continuèrent à tracer les plans des puits de Kamiesch, pour alimenter les troupes françaises assiégeant Sébastopol, comme ceux des places de Sébastopol, d'Eupatoria et d'Anapa, et les itinéraires du corps

¹⁷ AMAE, CPC Turquie, Erzurum, 4, Simon à Drouin de Lhuys, 9 juin 1854.

¹⁸ *Ibid.*.

¹⁹ SHD/DAT, 1 M 1496.

²⁰ AMAE, CPC Turquie, Erzeroum, 4, Challaye à Drouyn de Lhuys, 4 juin 1854.

²¹ SHD/DAT, 1 M 831-834, 839, 1620 et 1621.

²² *Ibid.*, 1 M 1495, « Armée russe : renseignements sur son organisation générale », 23 septembre 1850.

²³ *Ibid.*, « Compte-rendu de l'Académie impériale militaire de Saint-Petersbourg, pour l'année 1851 » ; 2 mémoires sur l'armée russe, 1852 ; « Considérations sur la politique extérieure de la Russie » et « Organisation du ministère de la guerre en Russie », 22 décembre 1852 ; « Récapitulation des divisions... » composant l'armée russe extraite d'un ouvrage imprimé en 1853 ; Notes sur l'armée russe, 18 janvier 1853.

²⁴ *Le Journal des Débats*, 11 mars 1854 ; *Le Moniteur de l'Armée*, 16 mars 1854.

²⁵ SHD/DAT, 1 M 1620 « Itinéraire[s] à l'appui d'un levé à la boussole exécuté sur la Dobrutcha, la Bulgarie et la Roumélie » et « (...) exécuté dans les principautés danubiennes » (Valachie et Moldavie) et Itinéraire / exécuté dans les principautés danubiennes (Valachie et Moldavie) par le même, même date (90 pages et levé), 15 mars 1849 ; AMAE, CP Turquie, vol. 301, Aupick à Drouyn de Lhuys du 19 mars 1849.

²⁶ *Ibid.*, 1 M 1621 ; Edmond Févelat, « Vieux papiers et souvenirs d'un combattant de Crimée », *Le Vieux Papier*, 24 mai 1910, 13 pages.

²⁷ *Ibid.*, 1 M 1486.

expéditionnaire de Kertch, en avril 1855, et des transports des approvisionnements de l'armée russe. Ils reconnurent les vallées de Kouban, de Baïdar, du Chouliou, de la Mingrèlie, le Caucase et les steppes des Kirghiz. Ils firent également les relevés de la bataille d'Inkermann et des ruines génoises de Balaclava²⁸.

À ces activités purement topographiques, s'ajoutèrent le traitement des informations stratégiques aussi bien qu'opérationnelles, c'est-à-dire le renseignement. Ainsi s'expliquait la réunion dans un même service de la politique et de la topographie, dont la signification étonna grandement le correspondant du *Times* de Londres, William H. Russell²⁹. Au moment de la formation du service, en dehors de Desaint, aucun officier pourtant ne disposa d'une telle compétence. Et côté britannique, il n'y en eut guère. Lord Raglan ne toucha de responsable du renseignement qu'en août 1854, lorsque le colonel John Augustus Llyod arriva à Varna, en route pour rallier les Adygéens au combat des franco-britanniques contre les Russes. Plutôt que de le laisser partir pour une mission plus qu'illusoire, il préféra en faire son officier chargé du *Secret Intelligence Department*³⁰.

Des opérations préparatoires

Si les Britanniques semblèrent renoncer à vouloir générer des troubles sur les arrières des troupes russes, en agitant les peuplades de l'arrière-pays caucasien, tel ne fut pas le cas des Affaires étrangères françaises. Apportant déjà du renseignement sur le théâtre des opérations, elles entretenirent l'idée d'ouvrir un second front avec le concours de la secte mouride caucasienne, dont Chamil fut le chef le plus illustre. De leur côté, les croisières de la *Royal Navy* et de la Marine impériale menèrent de véritables missions de renseignement, actives autant que passives.

L'option Chamil

Le soulèvement dans les montagnes caucasiennes des mourides, cette secte soufie qui résistait à la poussée russe depuis un siècle, attira l'attention des consuls français dès les premiers mouvements autour de 1830. Ils furent le prétexte de faire remonter des informations militaires, autant des renseignements que des rumeurs et des appréciations puisées aux plus près des sources russes et caucasiennes. Elles rejoignaient ensuite Paris grâce à la complicité de personnes sûres, voyageurs ou commerçants, plutôt que par la valise du ministère des Affaires étrangères, visitée par la *Tret'e otdelenie* (Troisième Section, police secrète russe). À partir de janvier 1844, relayant les gazettes allemandes, la presse française rendit populaire la geste de l'imam Chamil face à l'armée russe. La crise des Lieux-saints et la présence d'une flotte combinée en mer de Marmara dès le printemps 1853 lui donnèrent même une importance stratégique. Pendant un an, la correspondance du consul à Tiflis François Steyert se fit l'écho des combats des tribus circassiennes³¹, tandis que son collègue d'Erzeroum Charles-Alexandre de Challaye appela de ses vœux une intervention française en Transcaucasie³². Des officiers d'état-major furent détachés auprès des troupes ottomanes aux confins des provinces géorgiennes russes. Leur mission fut moins d'évaluer les capacités de l'armée alliée que d'entrer en contact avec Chamil.

Les instructions secrètes du ministre des Affaires étrangères, Édouard Drouyn de Lhuys, à l'ambassadeur à Constantinople, le général-comte Achille de Baraguey d'Hilliers³³, comme celles de son collègue de la Guerre, le maréchal Jean-Baptiste Vaillant, au commandant en chef du corps expéditionnaire, le maréchal Armand de Saint-Arnaud³⁴, montraient que les troupes de l'imam rebelle furent intégrées au plan de manœuvre allié. Sous réserve, toutefois, qu'une liaison fût établie avec Chamil. Toutefois, les initiatives furent désordonnées, des plus invraisemblables au plus risquées. En novembre 1852, un maréchal des logis, Eugène Guilleny, se proposa ainsi de soulever le Caucase avec

²⁸ *Ibid.*, 1 M 1621.

²⁹ « The War. The British Expedition », *The London Times* du 11 mai 1854.

³⁰ Stefan Harris, *op. cit.*, p. 62 et 65.

³¹ AMAE, CPC Russie, Consulats divers, 4, *passim*.

³² *Ibid.*, CPC Turquie, Erzeroum, 4, 4 juin 1854.

³³ *Ibid.*, CP Turquie, 316, instructions secrètes, 30 octobre 1853.

³⁴ *Ibid.*, *op. cit.*, 318, et SHD/DAT, G¹, 4, instructions secrètes, 7 juillet 1854.

le concours d'officiers polonais et hongrois³⁵. Plus sérieusement, de mars à juillet 1854, le *SMI Vauban*, le *SMI Cacique* et le *HMS Sampson* cherchèrent vainement à apporter des armes à Chamil afin qu'il soulevât ses coreligionnaires³⁶. Ces croisières furent aussi l'occasion de mission de renseignement, puisqu'embarquèrent le chef de bataillon du Génie Hippolyte de Saint-Laurent³⁷, le capitaine d'état-major Jean-Auguste Berthaut³⁸, qui n'avait pas encore rejoint le Service politique et topographique, et le peintre de marine Jean-Baptiste Durand-Brager. Saint-Arnaud attendit des vaisseaux français qu'ils pussent « étudier avec soin les points jadis occupés par les Russes, et se mettre en rapport avec les principaux chefs circassiens, afin de connaître leurs intentions, leurs forces, leurs ressources réelles³⁹. »

Las, les rencontres des capitaines de vaisseaux de Chabannes-Curton, en mai, et d'Herbingen, en juillet, avec l'envoyé de Chamil et des chefs adygéens montrèrent l'inanité des projets diplomatico-militaires échafaudés depuis quatre ans. Sans pouvoir tarir le flot des rapports consulaires⁴⁰, ces croisières permirent de mettre un terme aux projets d'ouverture d'un second front. Elles expliquaient aussi pourquoi colonel Llyod fut retenu par Lord Raglan pour s'occuper de son service de renseignement, plutôt que de se rendre inutilement dans le Caucase. Pour autant, elles ne dissuadèrent pas les Affaires étrangères de poursuivre dans cette voie chimérique. D'abord en juin 1854, elles dépêchèrent à Varna un ancien capitaine de la Garde royale, Hyacinthe-Hippolyte de Mauduit du Plessix⁴¹. Légitimiste reconverti dans le journalisme militaire pour ne pas prêter serment à Louis-Philippe, il se rallia à Louis-Napoléon Bonaparte⁴². « Sous l'uniforme de capitaine de hussard », il gagna le quartier-général du corps expéditionnaire français à Varna. Il « avait reçu directement de Sa Majesté les pouvoirs nécessaires pour remplir auprès de Chamil une importante mission politique et militaire⁴³ ». Tant à Paris qu'à Varna, l'autorité militaire fut bien décidée à entraver cette opération spéciale⁴⁴. En termes de renseignement, elle n'avait que faire de Mauduit. Ensuite, les Affaires étrangères affectèrent au ministre plénipotentiaire Nicolas Prosper Bourrée une « mission de haute importance »⁴⁵, puis nomma encore Charles Champoiseau à Soukhoumi... Enfin, sans que l'on put dire s'il s'agit d'un effet collatéral de ces missions maritimes ou d'une initiative initiée par Drouyn de Lhuys, sur la base d'une intoxication du général topographe russe Józef Chodźko, par son frère Aleksander, un familier de l'Hôtel Lambert⁴⁶, voire d'un exercice de diplomatie privée du vieux prince polonais Adam Jerzy Czartoryski, propriétaire dudit Hôtel, envers la Porte ottomane⁴⁷, cette quête de Chamil se poursuivit jusqu'en novembre 1854. L'action de ces « agents secrets turcs »⁴⁸ connut toutefois un coup d'arrêt, le 26 novembre 1854, avec la prise par les Russes de Kars, après cinq mois

³⁵ *Ibid.*, CPC Turquie, Erzeroum, 4, Challaye à Drouyn de Lhuys, 1^{er} novembre 1852.

³⁶ *Ibid.*, Correspondance politique (CP) Turquie, 318B, Baraguay d'Hilliers à Drouyn de Lhuys, 12 janvier, et réponse 24 avril 1854 ; *Ibid.*, Mémoires et documents (MD) Russie, 38, « Abstract of His Exc. the Naïb Effedi's conversation with Captain Jones », 28 juin 1854 ; CP Turquie, 318A, Bourrée à Drouyn de Lhuys, 15 juillet 1854 ; SHD/Département de la Marine (DM), BB⁴, 711, Hamelin à Ducos, 5 mai 1854.

³⁷ Cf. ses rapports des 14, 24, 25 et 26 juillet 1854 dans SHD/DAT, 1 M 1496.

³⁸ Cf. ses rapports des 18 juin et 24 juillet 1854 dans *Ibid.* et 1 M 1621.

³⁹ SHD/DM, BB⁴, 699, instructions du 3 juillet 1854.

⁴⁰ AMAE, MD Turquie, 47, Barrère, « Trois notes sur le Caucase », juillet 1854 (de Damas, l'ancien consul à Tiflis évoquait faussement une liaison anglaise avec Chamil) et CPC Turquie, Erzurum, 4, Castagne à Drouyn de Lhuys du 27 mars 1855.

⁴¹ *Ibid.*, G¹, 6, Benedetti à Saint-Arnaud, 12 septembre 1854 et copie de la recommandation de Drouyn de Lhuys, 5 juin 1854.

⁴² Cf. son témoignage dans *Révolution militaire du 2 décembre 1851*, Paris, A. Delahays, 1852, p. 17-37.

⁴³ SHD/DAT, G¹, 5, Saint-Arnaud à Vaillant, 29 août 1854.

⁴⁴ *Ibid.*, G¹, 4, Saint-Arnaud à Mauduit, 7 juillet 1854 et 5, Vaillant à Saint-Arnaud, 16 septembre 1854.

⁴⁵ AMAE, CP Turquie, 318A, Bourrée à Drouyn de Lhuys, 30 juin 1854.

⁴⁶ Inga Walc-Bezombes, « L'impossible carrière d'un orientaliste à travers la correspondance d'Aleksander Chodźko », Marie-France de Palacio, *Correspondances d'érudits au XVIII^e et XIX^e siècles : France, Pologne, Lituanie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 67-77.

⁴⁷ Georges Targalsky, « Les plans polonais de collaboration politique et militaire antirusse avec les peuples du Caucase au 19^e siècle », <http://edm.gen.free.fr/xJozef-Mikorski-Turquie.htm> [accédé le 15 janvier 2020].

⁴⁸ Nikolai Ivanovich Ushakov, « Zapiski ochevidtsa o voine Rossii protivu Turtsii i zapadnykh derzhav (1853-55) [Notes d'un témoin oculaire sur la guerre de la Russie contre la Turquie et les puissances occidentales] » in Petr I. Bartenev (eds.), *Devyatnadtsatiy vek: Istoricheskiy sbornik* [XIX^e siècle: collection historique], vol. 2, Moscou, Tipografia Gracheva, 1872, p. 66.

de siècle. Cette succession de déconvenues conforta le commandant en chef français dans son idée initiale de débarquer en Crimée et d'assiéger Sébastopol⁴⁹.

Reconnaissance ou renseignement maritime ?

Le concours de la Marine à cette opération spéciale destinée à apporter des armes à l'imam Chamil, ne fut qu'un des aspects de l'activité clandestine de cette armée au service de l'acquisition du renseignement. D'ailleurs, pour elle, les opérations en Crimée avaient commencé dès le printemps 1854, après une « drôle de guerre » de neuf mois pendant laquelle l'action des Français et des Britanniques fut purement diplomatique. Le déploiement d'une flotte combinée, bloquant le détroit des Dardanelles, dès la mi-juin 1853, participa de cette volonté de faire plier pacifiquement la Russie. Mais la marine recueillit également du renseignement au profit de l'autorité militaire. Ayant reçu l'autorisation de l'Empire ottoman de pénétrer en mer Noire à la suite de la destruction de la flotte ottomane à Sinope (30 novembre 1853), sous prétexte de ravitailler les places turques d'Asie⁵⁰, ses croisières s'apparentèrent aux reconnaissances menées à terre par la cavalerie légère. Depuis la mer, les positions adverses furent observées, parfois photographiées, tandis que les hydrographes de bord relevèrent les profondeurs de la mer Noire.

Sous couvert d'une mission diplomatique, la frégate *HMS Retribution*, du capitaine Sir James Robert Drummond, se livra ainsi à une astucieuse opération de renseignement. Officiellement, il était chargé d'apporter au prince Alexandre Sergueïevitch Menchikov, gouverneur de la place de Sébastopol, la décision franco-britannique d'y confiner la flotte russe. Pour cela, les ambassadeurs alliés rédigèrent chacun une lettre identique qu'ils confièrent à deux officiers parlementaires pour en faire le commentaire oralement au Russe. Sous cette couverture de parlementaire, le navire s'approcha de Sébastopol pour mouiller au plus près des murs de la place-forte russe, afin de permettre d'acquérir le maximum de renseignements opératifs à un groupe d'officiers français et britanniques, parmi lesquels le lieutenant de vaisseau français Charles Bonie. À l'abri du pavillon parlementaire, le *HMS Retribution* réussit à jeter ses ancres au milieu de la passe ouvrant la rade de Sébastopol. Un coup de canon, tiré depuis les batteries de la Quarantaine, l'enjoignit à stopper. Dès ce moment, alors que les Russes dépêchèrent un canot, officiers britanniques et français se lancèrent dans les vergues, sur le pont, sur les écoutilles avec leurs calotypes, mais surtout leurs compas, leurs quarts de cercle, leurs carnets et leurs crayons. Pendant que Drummond parlementait avec la garde russe, ils reproduisirent et relevèrent les fortifications, les ports, les docks, les bassins et les escadres qui s'étendaient idéalement sous leurs yeux. Bonie dressa un croquis détaillé qui illustra son rapport du 7 janvier 1854 ; ce dernier contenait une description de Sébastopol, des « forts à gauche en entrant » et des « renseignements nautiques »⁵¹. Jamais le *HMS Retribution* ne mit autant de temps à se remettre sous vapeur pour appareiller.

Le 6 avril suivant, une semaine après la déclaration de guerre, un incident révélateur se produisit à Odessa. La frégate *HMS Furious*, du capitaine William Loring, sur laquelle le consul britannique venait d'embarquer, fut suspectée d'opérer des sondages et canonnée malgré son pavillon parlementaire. Cette action donna lieu, le 22 avril suivant, à une opération navale combinée franco-britannique, qui bombardait la rade et la forteresse d'Odessa⁵². Il s'agit du « coup de main », dont parla Napoléon III à Saint-Arnaud⁵³. Cette action témoigna surtout de la vigueur des reconnaissances maritimes pendant la « drôle de guerre » qui visèrent à pallier au manque de cartographie de la mer Noire et de ses rivages, pour la plupart mal connus y compris des Ottomans eux-mêmes.

L'option Chamil et la nécessité de mener des reconnaissances pour la marine réapparut à l'époque de la planification de l'attaque sur Kertch, prévue pour mai 1855. Le renseignement étant de Cattley, la direction des opérations fut confiée au lieutenant George Giffard, de la frégate *HMS Leopard*, avec un concours français. Le 6 mars précédent, Giffard fut informé par des chefs adyguéens que la garnison du fort fermant la baie de Novorossisk avait été tellement réduite et affaiblie par le transport à Anapa d'une partie des hommes et des canons, qu'ils étaient disposés à l'attaquer par terre

⁴⁹ SHD/DAT, 1 G 4, Saint-Arnaud à Vaillant, 27 juillet 1854.

⁵⁰ *Ibid.*, 317, Drouin de Lhuys à Baraguey d'Hilliers, 13 décembre 1853.

⁵¹ AN, MAR/3ff/228.

⁵² Hamelin à Ducos, 10 avril 1854, cit. in *Le Moniteur universel*, 30 avril 1854.

⁵³ AN, 400 AP 55/2, 12 avril 1853.

si la flotte alliée l'attaquait par mer. Le lieutenant de vaisseau Edmond Mathurin Marie Le Bris, commandant le vapeur *SMI Fulton*, confirma ces informations, dont disposait la marine française depuis que le peintre de marine Jean-Baptiste Durand-Brager avait fait le relevé des quatre derniers postes fortifiés russes, Soukhoumi, Gelendjik, Novorossisk et Anapa, lors de la croisière du *SMI Vauban*, du *SMI Cacique* et du *HMS Sampson*, un an plus tôt. Le 12 mars, la flotte alliée se présenta devant le fort au sud, et commença le feu mais, comme les Circassiens n'attaquaient pas, elle se retira après avoir chassé du fort la garnison, démonté plusieurs canons et causé à l'arsenal et aux édifices publics un dégât considérable. À l'exception de quelques canonnières des batteries de terre, la garnison se retira à quelques kilomètres de la place, cernée par les Circassiens qui réunissaient des renforts. Cette occasion manquée des chefs adygéens fut dument médiatisée en Europe par les Britanniques aussi bien que par Champoiseau, l'agent français à Soukhoumi, au sein des Affaires étrangères pour qu'elles se désengageassent de l'option Chamil⁵⁴.

Le renseignement militaire en Crimée

L'hypothèse Chamil fut symptomatique d'une absence de coordination du renseignement entre les Affaires étrangères et les ministères de la Guerre et de la Marine, mais aussi d'un défaut d'analyse, voire même d'une politisation, sinon d'une auto-intoxication diplomatique. Les reconnaissances maritimes relevèrent plutôt de la volonté de combler un défaut de données. Le même que dut affronter le corps expéditionnaire lors de son installation à Varna.

Un « entrepreneur du renseignement »

Depuis la campagne de Russie de 1812, si la Russie était restée un objectif majeur pour la France et la Grande-Bretagne, ses périphéries restèrent largement ignorées. Naturellement, des deux côtés de la Manche, diplomates et militaires n'en eurent qu'imparfaitement conscience dans le fonctionnement régulier des relations internationales. Les premiers transmettaient des informations à la direction politique de leur ministère des Affaires étrangères. Après dépouillement, les données pouvant être utiles à d'autres départements (Guerre, Marine, mais aussi Commerce, Intérieur, Industrie) leur étaient ensuite adressées. Outre que cette pratique ne fut jamais systématique, tous les ministères ne disposèrent pas de direction statistique, leur permettant de recouper les informations en provenance de l'étranger. Parce qu'un tel « cycle du renseignement » n'existait pas, au moment d'entrer en campagne, les armées procédaient également à cette revue informationnelle ; si des officiers d'état-major des deux pays y accomplirent régulièrement des missions, ni la France, ni la Grande-Bretagne n'échangèrent vraiment d'attachés militaires avant la fin de la guerre de Crimée. Le mouvement fut même initié avec ce conflit, puisque les deux pays dépêchèrent à Constantinople des officiers, spécifiquement attachés auprès des quartiers-généraux des armées alliées (française, britannique, ottomane, puis sarde) respectives. Cette réédition des « commissaires » de l'époque des coalitions qui s'opposèrent à Napoléon I^{er} contribuait à permettre une transmission plus rapide de l'information militaire. Il n'y eut cependant que la France à inclure dans son corps expéditionnaire une « partie secrète ». En effet, il y eut un « officier chargé de tenir un registre spécial » où furent consignés tous les renseignements de la campagne, mais aussi un « entrepreneur du renseignement », recruté dans le monde civil pour monter un espionnage sur le futur théâtre des opérations⁵⁵. Pourtant, la campagne de Crimée montra donc une régression par rapport à cette époque. Le service politique et topographique constitué en février 1854 ne fut rien d'autre qu'une structure de « renseignement géographique »⁵⁶, ou à tout le moins de renseignement de sources ouvertes.

⁵⁴ SHD/DAT, 1 G 4, 1 M 1496, Desaint, « Considérations sur la possibilité d'une diversion par la Mingrélie ou la vallée du Kouban, contre l'armée russe en Géorgie » et carte des mouvements projetés, s.d [juillet 1854] ; *Ibid.*, 1 G 18, Champoiseau à Bendetti, 15 mai 1855 ; *Journal des débats politiques et littéraires*, 31 mars 1855, *Colburn's United Service Magazine and Naval and Military Journal*, 1855, II, Londres, Hurst and Blackett Publ., 1855, p. 148-150 et César de Baron Bazancourt, *L'Expédition de Crimée. La Marine Française dans la Mer Noire et la Baltique. Chroniques maritimes de la guerre d'Orient*, 1, Paris, Amyot, 1858, p. 76-77.

⁵⁵ Cf. Gérald Arboit, *Le renseignement au temps de Napoléon. Une dimension européenne*, Paris, Perrin, à paraître.

⁵⁶ Philippe Boulanger, « Renseignement géographique et culture militaire », *Hérodote*, vol. 140, n° 1, 2011, p. 47-63.

Pour recueillir du renseignement humain, le service du lieutenant-colonel Desaint céda sa place à deux appendices officieux, le « service des renseignements militaires » et celui « des agents ». À leur tête, un émigré polonais du nom de Joseph Victor Tański. Il fut choisi conformément aux critères traditionnels de sélection des officiers armant cette « partie secrète ». Comme Mauduit, l'« agent secret » des Affaires étrangères destiné au Caucase, Tański avait été capitaine dans l'armée française. Il le fut aussi dans la Légion étrangère (1833-1836), où il eut comme compagnon d'armes le lieutenant de Saint-Arnaud, futur ministre de la Guerre et commandant en chef du corps expéditionnaire en Crimée, ainsi que le capitaine Alexandre Walewski. Ce dernier, ambassadeur de France à Londres, le sortit d'un mauvais pas à la fin de l'hiver 1853. Devenu journaliste, Tański avait été brièvement incarcéré à Paris le 6 février 1853. Croyant avoir à faire avec un animateur d'une correspondance étrangère légitimiste, la police napoléonienne avait simplement oublié un peu vite qu'il était polonais. Le 22 février, il fut libéré et toutes les charges contre lui furent abandonnées début avril⁵⁷. Au début du printemps suivant, Tański se rendit à Londres. Ayant fui la Pologne mise en coupe réglée par la soldatesque russe en novembre 1830, ce journaliste politique, que l'on nommait déjà « l'homme des nouvelles et des correspondances étrangères »⁵⁸, brûlait de participer à la nouvelle guerre. Bon camarade, le diplomate lui fit une lettre d'introduction pour Saint-Arnaud. Il rentra à Paris le 20 avril 1854, juste à temps pour se joindre aux troupes qui s'apprêtaient à embarquer à Marseille⁵⁹. Il débarqua à Gallipoli neuf jours plus tard et se rendit à Constantinople, où il rencontra le général polonais Władysław Stanisław Zamoyski, représentant de l'Hôtel Lambert près la Porte, et Pierre-Eugène Poujade, agent politique et consulaire français à Bucarest, séjournant dans la capitale ottomane depuis que les troupes russes eussent passé le Danube. Tous deux informèrent Tański de l'existence d'une ligne russe de renseignement à Bucarest, dirigée par le commissaire impérial dans les principautés, le baron balte Nikolaus von Budberg-Bönninghausen.

Tański eut alors l'idée d'

« organiser près du grand quartier-général un service spécialisé de renseignements destiné à centraliser toutes les nouvelles obtenues par les journaux, les déserteurs, les correspondances particulières et les agents secrets ou diplomatiques ».

Il lui fallut alors attendre l'arrivée de Saint-Arnaud, que Zamoyski lui présenta fin mai. Comme pour Desaint, le commandant en chef donna « carte blanche » au Polonais⁶⁰. Certes, les deux hommes s'étaient connus en Algérie, mais l'intérêt de Tański reposait sur la parution en 1833 d'un *Tableau statistique, politique et moral du système militaire de la Russie*, unanimement salué par la presse parisienne et étudié dans les états-majors. Et à la différence du lieutenant-colonel, il parlait la langue de l'ennemi.

Comme il se vit autoriser à choisir « tous ceux qu'[il] croirai[t] utiles à [s]on service », Tański s'entoura d'une équipe légère composée d'un secrétaire, que Zamoyski mit à sa disposition, l'ancien officier hongrois Wilhelm Tokarski, et du drogman Jan Gradowicz, détaché par Poujade⁶¹. À son arrivée à Varna, Tański se vit offrir le concours d'un interprète de l'état-major général, très certainement le russophone Kłoda Józef Badowski⁶², que connaissait Gradowicz. Début mars 1855, s'ajouta encore un déserteur polonais, le comte polonais Jarosław Römer⁶³. Un officier de liaison britannique, sous-lieutenant du 12th lancers ou du 17th light dragoons, rejoignit Tański sous les murs de Sébastopol. Cet équipage se décomposa en deux structures distinctes, Tokarski prenant la direction du « service des agents » que Tański coiffa au sein de celui « des renseignements militaires ». Le tout participant de la « partie secrète » d'antan, sans lien de subordination avec le service politique et topographique du lieutenant-colonel Desaint. Au contraire, Tański rendit compte directement au commandant en chef de l'opération, par l'entremise du colonel Jules Trochu, premier aide de camp.

⁵⁷ *Le Siècle*, 7 février 1854 ; *Le Journal des Débats*, 9, 13, 22 février, et 3 avril 1853.

⁵⁸ Edmond d'Alton Shée, *Mes mémoires (1826-1848)*, I, Paris, Lacroix, Vaerbeckhoeven, 1869, p. 281.

⁵⁹ Joseph Tański, *Cinquante années d'exil*, II, *Souvenirs politiques et militaires*, Paris, Lalouette, 1880, p. 39-66.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 77-78.

⁶¹ *Ibid.*, p. 81 ; AMAE, 393 QO 1888.

⁶² AMAE, 393 QO 187 ;

⁶³ National Army Museum (NAM), Londres, Raglan Papers, 6807-301, Cattley à Raglan, 6 mars 1855.

Alors que Desaint fut reconnaissable en raison de sa roulotte de couleur verte, frappée du nom de Desaint et de son affectation en lettres blanches, l'« entrepreneur du renseignement » que fut Tański fut plus discret que son collègue britannique. Il n'en rédigea et signa pas moins 101 rapports manuscrits du 24 juin 1854 au 14 mai 1855. Il les adressa aux commandants en chef successifs, Saint-Arnaud jusqu'à son décès du choléra le 29 septembre 1854, et Canrobert jusqu'au 14 mai 1855⁶⁴. On les retrouva également dans les documents du troisième commandant en chef britannique Sir William Codrington⁶⁵. Cette présence éclairait d'un autre aspect l'existence de ce « service des renseignements militaires », à savoir son côté clairement franco-britannique. Tański en inspira l'organisation à Charles Cattley, qui fut l'*alter ego* de Tokarski avant de devenir l'« entrepreneur du renseignement » britannique. Dernier consul britannique à Kertch, Cattley n'arriva à Varna que début août, au moment où Tański rentrait de Silistrie, laissant Gradowicz à Roussé, avec « mission de prendre des renseignements militaires »⁶⁶. Ce dernier rappela cette injonction à son collègue Badowski, qu'il avait croisé à Bucarest deux ans plus tôt⁶⁷. Mais, en Crimée, ce spécialiste des questions bulgares avait suivi le baron Adolphe d'Avril⁶⁸, mandaté par la direction politique des Affaires étrangères, sous la couverture de traducteur de Russe pour l'état-major. Gradowicz commença par le détourner de sa mission initiale, pour l'envoyer de Roussé à Svichtov et Silistra, puis de rentrer à Varna afin d'être débriefé par Tański⁶⁹.

L'heure était encore à une offensive alliée contre les Russes dans les Balkans. Tański s'était rendu au quartier-général turc, à Choumen, d'où il adressa son premier bulletin de renseignement militaire⁷⁰. Avant de se rendre à Silistrie, d'où il adressa son second⁷¹, il établit une liaison avec le chef d'état-major d'Ömer Pacha (Mihajlo Latas), le major polonais Tomasz Wierzbicki (Mourad bey), trop heureux de rendre service ; le premier, ancien lieutenant autrichien du *Carlstädter Oguliner Grenz-Infanterieregiment Nr. 3*, « rempli[ssait] toutes fonctions jusqu'aux plus minimales de son état-major »⁷², et ignorait son subordonné polonais. Une correspondance assez régulière s'établit entre les deux hommes jusqu'en janvier 1855⁷³. Toutefois, à travers les rapports que Tański fit à ses supérieurs, Wierzbicki lui fit part plus de ses déconvenues envers Ömer Pacha, plutôt que des informations en provenance des lignes adverses. Cela tint seulement aux spécificités du renseignement ottoman, plus intéressé à « enquêter sur l'attitude des sujets chrétiens »⁷⁴ qu'à suivre les mouvements de l'adversaire russe. Pourtant, le 29 mai 1853, le *miralay* (colonel) İslâm Bey avait été envoyé dans le Bas-Danube, relever le vieux et malade Hacı Hüseyin Pasha, un *mirliva* (général de brigade) d'artillerie en retraite⁷⁵. *Tahkik memuru* (officier enquêteur), sa mission fut de reprendre en main le réseau d'agents, à partir des villes d'İsakçı, Tulça, Maçin et İbrail, opérant entre la Dobrogée ottomane et la Bessarabie russe. Arrivé le 7 juin, à Tulça, à la frontière entre les deux provinces, il se rendit rapidement compte de l'impossibilité de sa mission : « Pour ne rien dire sur les sujets ottomans, même les Européens ne peuvent pas être envoyés d'ici vers les territoires russes »⁷⁶. Il chercha alors à s'informer par

⁶⁴ SHD/DAT, 1 G 4-5, 7, 8-16, 18.

⁶⁵ NAM, Codrington Papers, 6807-380-36, Tański à Cattley, 10 janvier 1855, Desaint, 12 novembre 1855.

⁶⁶ SHD/DAT, 4, 7, 9, du 12 au 28 juillet 1854 ; Bulletin de renseignements militaires (BRM), n° 7, 12 juillet 1854.

⁶⁷ AMAE, MD Turquie, 60, Badowski à Poujade (copie), 16 juin 1852.

⁶⁸ *Ibid.*, 393 QO 174 ; 39 B 1, Badowski était à Marseille le 1^{er} avril 1854, et à Gallipoli quinze jours plus tard [lettres à un contact bulgare]. Cf. Vladimir Anatol'evich D'ïakov, *Uczestnicy ruchów wolnościowych w latach 1832-1855 (Królestwo Polskie): przewodnik biograficzny [Participants aux mouvements de liberté en 1832-1855 (Royaume de Pologne): guide biographique]*, Wrocław, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1990, p. 60-61.

⁶⁹ SHD/DAT, 1 G 4, BRM n° 7, 12 juillet 1857.

⁷⁰ *Ibid.*, 1 G 3, BRM et Trochu à Tański, 24 juin 1854 ; Joseph Tański, *op. cit.*, p. 92-93, dont le tiré à part de Trochu.

⁷¹ *Ibid.*, BRM, 27 juin 1854 ; Joseph Tański, *op. cit.*, p. 94-95.

⁷² Joseph Tański, *op. cit.*, p. 87 (l'auteur donne un faux nom) ; SHD/DAT, 1 G 4, BRM, n° 3, 1^{er} juillet 1854.

⁷³ SHD/DAT, 1 G 4, BRM, 12, 25 et 30 juillet 1854 ; 1 G 11, BRM, 17 janvier 1855.

⁷⁴ İbrahim Köremezli, *Ottoman War on the Danube. State, Subject, and Soldier (1853-1856)*, Doctorat, Histoire, Université İhsan Doğramacı Bilkent, Ankara, décembre 2013, p. 245.

⁷⁵ Türkiye Cumhuriyeti Başbakanlık Osmanlı Arşivi [Archives ottomanes du Premier ministre de la République de Turquie], Istanbul (BOA), İrade-Dahiliye (İ.DH) 272/17020 ; Ayniyat, 618, p. 6, 26 mai 1853, et p. 8, 2 juin 1853.

⁷⁶ Türkiye Cumhuriyeti Genelkurmay Başkanlığı Askerî Tarih ve Stratejik Etüt Başkanlığı [Archives de la Direction de l'histoire militaire et des études stratégiques du secrétariat général de la République de Turquie] (ATASE), Ankara, Klasör (k.) 8, d.3, f. 2, İslam Bey à Hasan Rıza Pasha, 10 juin 1853.

l'entremise de tatars sur les préparatifs de guerre russes et leurs méfaits dans la région⁷⁷. Il parvint également à faire traverser le Danube à un agent nanti d'un passeport prussien⁷⁸. Cette activité doit expliquer qu'Ömer Pacha le recommanda au ministre de la Guerre, Hasan Rıza Pasha, le 14 juillet 1853⁷⁹. Il sembla pourtant que peu de renseignements vinrent de ce vecteur, le sort d'İslâm Bey après la contre-offensive russe fut incertain, son ultime rapport de novembre 1853 évoquant le passage du Danube par les troupes ottomanes et la faible résistance russe⁸⁰. Cette faiblesse des moyens de renseignement d'Ömer Pacha fut d'ailleurs notée par l'envoyé de l'état-major sarde, Giuseppe Gaetano Maria Govone, dès le 5 septembre 1853. Un an plus tard, à l'arrivée de Tański, il y eut fort peu de chance que le général ottoman eût « donn[é] au service d'espionnage afin de se procurer des renseignements précis », « l'extension » proposée par le futur « maître espion » italien⁸¹. Govone le laissait entendre, notant le 25 février 1854, « l'insuffisance des renseignements » des Ottomans⁸².

Par ailleurs, la fragilité de la liaison de Tański avec Wierzbicki (Mourad bey) apparut lorsque Gradowicz, depuis Roussé, informa le colonel Trochu des décisions des Ottomans. Ainsi de l'envoi d'Ion Heliade Rădulescu, « représentant de la nation roumaine » pour les uns⁸³, socialiste laissant présager des « suites les plus pernicieuses » et, surtout, « avide d'argent », pour l'agent français. Malgré cet aléa courant dans le monde du renseignement, où la source est plus importante que les informations qu'elle rapporte, Tański put plus sûrement compter sur les hommes qu'il avait choisis à Constantinople. Ainsi, Tobarski resté seul à Varna, comme Gradowicz à Roussé, n'avait-il pas perdu son temps. Il trouva deux Tatars de Crimée, un marchand du nom d'Ibrahim Laya et un mollah, Abdullah Efendi, ancien maître d'école à Bakhtchissaraï. Le premier avait quitté la Crimée depuis deux ans, tandis que le second avait connu la déportation en Sibérie⁸⁴. Les deux offrirent, outre une carte topographique que Tański remit à Saint-Arnaud, un réseau communautaire et des compétences linguistiques qui manquaient aux deux armées. Ibrahim Laya fut mis à disposition des Britanniques et monta leur réseau d'« *emissaries* »⁸⁵, selon l'appellation française en cours depuis le Premier Empire au moins. Le même partage de compétence intervint avec Römer et son compagnon, le capitaine Robert Adolf Chodasiewicz. Tous deux désertèrent l'armée russe le 5 mars 1855 et se présentèrent à un avant-poste britannique. Cattley avertit Tański, qui fit le choix du comte Römer, dont il connaissait l'importance pour la cause polonaise⁸⁶.

Cette entente franco-britannique se poursuivit par un véritable partage du renseignement. Cattley et Tokarski manipulèrent ensemble des sources tatares, comme Mesud Geray Sultan, héritier des khans de Crimée. Abdullah Efendi le connaissait et se rendit à Vyrbitsa pour l'inviter à venir rencontrer Tański. Ce dernier lui donna du « Son Altesse » et obtint pour lui un grade de commandant dans l'armée française. Pensa-t-il en faire un Chamil tatar ? Toujours fut-il qu'il l'emmena à Eupatoria le 13 septembre 1854 et lui confia la charge de monter une milice tatare. Seulement, son attitude vis-à-vis des civils russes et grecs en fit un danger pour l'ordre public et le 8 octobre, il fut renvoyé vers

⁷⁷ BOA, Sadâret Mektubî Kalemi Umum Vilayât Evrakı (A.MKT.UMA), 138/19, İslam Bey à Mehmed Sâlim Pacha (Vidin), 24 juin 1853.

⁷⁸ ATASE, *op. cit.*, f. 3, İslam Bey à Hasan Rıza Pasha, 10 juin 1853.

⁷⁹ BOA, İ.DH, 17361.

⁸⁰ ATASE, k.4, d.11, f. 11, İslam Bey à Hasan Rıza Pasha, 12 novembre 1853 (dernier rapport trouvé à ce jour, cf. İbrahim Köremezli, *op. cit.*, p. 249).

⁸¹ Giuseppe Govone, *Mémoires 1848-1870*, Paris, Fontemoing, 1905, p. 35, Govone à La Marmorata.

⁸² *Ibid.*, p. 41, du même au même.

⁸³ Keith Hitchins, *The Romanians, 1774-1866*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 279.

⁸⁴ SHD/DAT, 1 M 2037, Tański, « Mémoire sur la création d'un service central de renseignements militaires et d'un corps spécial de guides d'état-major » du 15 janvier 1856 ; Joseph Tański, *op. cit.*, p. 112-113.

⁸⁵ NAM, Raglan papers, 6807-301, Cattley à Raglan, 19/31 janvier 1855.

⁸⁶ *Ibid.*, Cattley à Raglan, 6 mars 1853 ; TNA, W01/384, Tansky à Cattley et Cattley à Raglan, 6 et 26 mars 1855 ; Robert Chodasiewicz, *A voice from within the wall of Sebastopol. A narrative campaign in the Crimea and of the event of the siege*, Londres, John Murray, 1856, p. 245-252 ; Joseph Tański, *op. cit.*, p. 166-171 ; Stefan Harris, *op. cit.*, p. 72-73 ; Zbigniew Andrzej Judycki, *Pod obcymi sztandarami. Oficerowie polskiego pochodzenia w siłach zbrojnych i policji państw obcych* [Sous des bannières étrangères. Officiers d'origine polonaise dans les forces armées et police étrangères], Lublin, Wydawnictwo Katolicki Uniwersytet Lubelski, 2019, p. 37.

Varna, puis Istanbul⁸⁷. Enfin, Tokarski se vit confier, fin octobre 1855, la charge de diriger la police de Kertch et établit un éphémère poste d'observation à l'usage des alliés⁸⁸. S'ajouta encore une entente de Tański et Cattley, révélée par la constitution de corps de guides ; Tański en constitua un avec de jeunes déserteurs polonais des rangs russes dès novembre 1854, tandis que le Britannique ne copia le système qu'en juin suivant⁸⁹. Contre toute attente, il ressort de cette collaboration une évidente supériorité française, résultant d'une expérience du renseignement d'intérêt militaire plus aboutie que dans l'armée britannique.

Cette entente résulta aussi de la coalition qui conduisait la guerre contre la Russie. La sécurité des opérations de renseignement fut en effet pareillement partagée. La présence d'un espion russe dans le camp français, sous couverture tatare, le démontra bien. Stepan Arvalite (mollah Osman) circulait entre les rangs alliés depuis la prise de Balaklava (25 octobre 1854), lorsqu'Abdullah-effendi apprit par ses coreligionnaires sa présence. Afin de ne pas révéler la source des informations françaises, Tański préféra avertir Charles Lauder, le successeur de Cattley, décédé du choléra le 10 juillet 1855, qui le fit arrêter aux premiers avant-postes britanniques auquel Arvalite se présenta. Il fut jugé le 26 octobre 1855 par un tribunal militaire britannique⁹⁰. Cette question de la libre circulation des agents russes, comme cet informateur resté à Eupatoria après l'arrivée des alliés et qui informa Sébastopol des faits et gestes de Mesud Geray Sultan, qu'il considérait comme « un homme sans importance aucune »⁹¹, expliquait en fait le manque de participation des Tatars aux activités du renseignement allié. Tański n'en fut pas dupe, trouvant que les informations d'Ibrahim Laya et Abdullah Efendi « ne pouvaient mériter beaucoup de crédit, leur position personnel ne leur donnant pas beaucoup d'influence dans le pays »⁹². La difficulté à recruter des sources locales fut similaire chez Cattley, dont les cinquante-neuf rapports, rédigés de janvier à juillet 1855, montraient, à l'instar des cent-un rapports de Tański, que les informations vinrent à 54 % de déserteurs et que les 2/3 des espions intervinrent à partir d'avril seulement⁹³. Les premiers appartenirent à la diversité ethnique (cosaques, polonais, caucasiens, « juifs ») qui composait les armées russes combattant en Crimée. Il apparaît que, là encore, joua l'entente franco-britannique. En effet, Tański semble avoir été l'homme vers qui Cattley envoya tous les déserteurs polonais, quand il ne fut pas appelé à ce propos au quartier-général britannique pour traiter cette question. En janvier 1855, il « recruta » même un déserteur polonais, le sous-officier Golowinski, pour le suppléer dans cette mission⁹⁴. Il utilisa également des déserteurs polonais, transformés en guides français pour l'occasion, comme le sergent Gregorieff et le soldat Martin Wink⁹⁵, pour des reconnaissances au plus près des lignes adverses. Ainsi put-il avoir régulièrement des nouvelles assez précises sur les préparatifs de l'ennemi.

Il en résulta néanmoins un déficit structurel des renseignements français et britannique. Celui-ci put être imputé dans une grande mesure au manque d'interprètes. À la différence des Russes, les armées alliées comptèrent peu d'officiers parlant une autre langue européenne ou ayant voyagé dans ces contrées. Côté britannique, Cattley figurait une exception, puisqu'il avait été consul à Kertch depuis 1844 ; cela expliqua également qu'il planifia l'opération sur Kertch au printemps 1855⁹⁶. D'où la difficulté d'interroger directement prisonniers et déserteurs par les états-majors des contingents alliés opérant sur le front ! Le manque d'interprètes parlant le russe dans les armées françaises se comprenait dans la mesure où leur grande affaire depuis 1830 fut l'Algérie... Tański eut le plus grand

⁸⁷ BOA, Sadâret Mektubî Kalemî Mühimme Evrakı, 60/9 et 64/66 ; A.MKT.UMA, 120/20 ; İ.DH, 309/19757 ; Российский государственный военно-исторический архив [Archives historiques militaires russes] (RGVIA), Moscou, Fond (f.) 846, opis (o.) 16, delo (d.) 5553, p. 32 ; Joseph Tański, *op. cit.*, p. 128, 159 ; Nikolai Fedorovich Dubrovin, *История Крымской войны и обороны Севастополя* [Histoire de la guerre de Crimée et de la défense de Sébastopol], 1, Saint-Petersbourg, Тургорафия ду « Bien public », 1900, p.285-289 ; Piotr Miiatev, « 'Потомки крымских Гиреев и их господство в некоторых частях Болгарии в XVIII—XX вв.' [Les descendants des Girey de Crimée et leur domination dans certaines parties de la Bulgarie du XVII^e au XX^e siècles] », *Ученые записки Института Славяноведения* [Notes scientifiques de l'Institut d'études slaves], vol. 16, Moscow, 1958, p.296.

⁸⁸ NAM, 6807-380-34, Tokarski à Vivian, 7 novembre ; Desaint, 12 novembre ; Tokarski, 25 et 26 décembre 1855.

⁸⁹ SHD/DAT, 1 G 3 ; Joseph Tański, *op. cit.*, p. 159 ; Brian A. H. Parritt., *op. cit.*, p. 80-81.

⁹⁰ TNA, WO 1/379, Proceedings of a Board.

⁹¹ RGVIA, *op. cit.*.

⁹² SHD/DAT, 1 M 2037, Tański, *op. cit.*.

⁹³ Stefan Harris, *op. cit.*, p. 71.

⁹⁴ SHD/DAT, 1 G 11, BRM, 10 janvier 1855.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 173-177 ; AN, 400 AP 55/4, Freycinet à Napoléon III, 19 février 1855 ; SHD/DAT, 1 M 2037, Tański, *op. cit.*.

⁹⁶ NAM, Raglan Papers, 6807-301, Cattley, « Memorandum regarding the Sea of Azov », 20 janvier 1855.

mal à recruter des hommes compétents, étant donné que les Tatars, Grecs, Arméniens et autres réfugiés politiques polonais ou hongrois n'avaient aucune connaissance des besoins militaires. D'une part, les Britanniques en détournèrent une partie par les largesses dont ils les favorisaient, de l'autre, la plupart étaient illettrés. Alors que les Polonais ne présentèrent évidemment à Tański aucun problème de communication, les paysans Tatars commencèrent seulement au printemps 1855 « à remplir avec plus d'intelligence les instructions que [Tański] leur transmet[ais] » depuis l'été 1854. Mais ils « mutill[ai]ent encore les noms des chefs et des régiments », les rendant « difficiles à reconnaître », surtout dans l'objectif d'établir un ordre de bataille de l'armée russe⁹⁷.

À cela s'ajoutait l'évidente supériorité du contre-espionnage russe. La première raison tint évidemment à l'appartenance de la Crimée à la province de Tauride de l'Empire russe. Le Corps de gendarmerie du colonel Alexander Petrovich Shcherbachev, ces « uniformes bleus », comme on les surnommait, tenait la péninsule autour des trois districts de Simferopol (33 personnels), Sébastopol (33) et Kertch (19), avec un état-major (91), s'occupant notamment du service de police politique⁹⁸. Outre ses missions de maintien de l'ordre public, passant notamment par l'approvisionnement des populations urbaines, la gendarmerie dut redoubler de surveillance envers tous les étrangers, devenus suspects de coopération avec l'ennemi. Le 13 décembre 1854, l'architecte britannique Thomas Upton, de Simferopol, fut accusé de correspondance secrète avec l'ennemi. Après perquisition de son domicile, tous ses papiers, documents et lettres furent saisis et traduits en russe. En février suivant, il fut expulsé sous escorte de gendarmes à Dnipro, en Nouvelle Russie, entre la mer d'Azov et le long de la mer Noire, où il fut placé sous la surveillance de la police locale jusqu'aux lendemains du traité de Paris (1856)⁹⁹. Cette province signala à la gendarmerie de Tauride deux juifs, dont un dénommé Braun, vus comme des « espions avoués ». Mais les recherches se montrèrent vaines¹⁰⁰.

À la même époque, en septembre 1854, c'est-à-dire après le débarquement d'Eupatoria, les Tatars commencèrent également à être vus comme suspects d'intelligence avec l'ennemi. L'enchaînement de défaites lors des batailles d'Alma, en septembre, de Balaklava, un mois plus tard, et d'Inkerman en novembre, entraîna l'évacuation de Sébastopol, d'Eupatoria, de Balaklava et des villages tatars environnants vers Simferopol et l'intérieur de la Crimée. Les dénonciations commencèrent, les Tatars étant vus, ce qui n'était évidemment pas faux, comme des éclaireurs, des provocateurs et des collaborateurs au service des forces alliées¹⁰¹. Les rapports sur les Tatars ayant des relations avec l'ennemi se multiplièrent, au point de faire craindre aux Russes une éventuelle insurrection tatare, même si « Ce n'[était] toujours pas le moment »¹⁰². Depuis 1853, de tels appels révolutionnaires, soi-disant imprimés à Londres, furent signalés¹⁰³. Au total, les gendarmes, renforcés pour l'occasion par les cosaques, arrêtèrent quelque deux cent Tatars, accusés d'espionnage (une centaine), mais aussi de vols, de pillages, de rébellion (49) et pour des raisons obscures (29). Les premiers furent envoyés à Kursk, les suivants dans la prison du château de Dnipro, les derniers furent expulsés en Russie intérieure. À ceux-là s'ajoutèrent quelque cent mille Tatars qui émigrèrent définitivement, fuyant les violences de la répression¹⁰⁴. Ils ne furent pourtant pas victimes d'une espionniste. Des Tatars, et pas uniquement Ibrahim Laya, Abdullah Efendi ou Mesud Geray Sultan, se joignirent effectivement aux Français et aux Britanniques pour accomplir des missions de renseignements¹⁰⁵, mais aussi pour les ravitailler pendant l'hiver 1854-1855. Cela dit, nombre d'agents recrutés à l'automne 1854 cessèrent brutalement leurs missions une fois rentrés dans leurs familles quelques semaines plus tard¹⁰⁶. Seuls Abdullah Efendi et Ziaddin Efendi, un marchand des environs de

⁹⁷ SHD/DAT, 1 G 18, BRM, 8 mai 1855.

⁹⁸ Igor Pasechnikov, « Деятельность органов политической полиции Таврической губернии в годы Крымской (Восточной) войны (1853-1856) [Les activités de la police politique de la province de Tauride pendant la guerre de Crimée (orientale) (1853-1856)] », *Пространство и Время [Espace et temps]*, 2015, n° 1-2 (19-20), p. 268.

⁹⁹ Государственный архив в Автономной Республике Крым [Archives d'Etat de la République autonome de Crimée], Simferopol (GAARK), f 26, op. 4, d. 1452, p. 1-26 ; Igor Pasechnikov, *op. cit.*, p. 269.

¹⁰⁰ *Ibid.*, *op. cit.*, d. 1446, d. 1598, p. 1-51 et d. 1448, p. 1-2, Stroganov à Pestel, septembre 1854.

¹⁰¹ *Ibid.*, *op. cit.*, d. 1482.

¹⁰² *Ibid.*, *op. cit.*, d. 1449, p. 13-14, responsable de district, 25 septembre 1855.

¹⁰³ *Ibid.*, *op. cit.*, d. 1382, f. 1 ; Igor Pasechnikov, *op. cit.*, p. 268.

¹⁰⁴ Igor Pasechnikov, *op. cit.*, p. 269-270 ; Mara Kozelsky, « Casualties of Conflict: Crimean Tatars during the Crimean War », *Slavic Review*, hiver 2008, vol. 67, n° 4, p. 866-891.

¹⁰⁵ BOA, Maliye'den Müdevver Defterler, 8860, p. 222.

¹⁰⁶ SHD/DAT, 1 G 22, Service topographique, n° 46, 15 juillet 1855 ; Joseph Tański, *op. cit.*, p. 152.

Baydar, servirent, l'un depuis août, l'autre décembre 1854 jusqu'à la fin de la guerre ; Ziaddin disposa « sous la loi des Russes » de plusieurs sous-agents qu'il visitait régulièrement¹⁰⁷.

Le regard des alliés sur les Tatars fut néanmoins aussi ambivalent que celui des Russes. Les employant à de multiples tâches autres que le seul renseignement, Français et Britanniques apprirent à se méfier de ces civils qui ne manquaient jamais une occasion de se jalouser et de faire régler leurs comptes par les armées alliées. Ainsi, un agent du commissaire britannique près l'armée française, le major-général Hugh Rose, accusa-t-il d'espionnage le maréchal-ferrant d'Urkusta, un village du district de Balaklava. Desaint diligenta une enquête, mais il s'avéra qu'il ne fut que « partisan des Russes » et qu'il n'y avait « point de preuve » de ce dont on l'accusait¹⁰⁸. En janvier 1855, Tański prit conscience que les Tatars pussent être des agents au service des Russes. Il comptait confier à trois déserteurs polonais, dont le sous-officier Golowinski, une reconnaissance de la vallée de Baydar vers Bakhtchissaraï. Il leur proposa deux éclaireurs tatars. Mais ces anciens militaires russes refusèrent, les prenant pour des espions russes¹⁰⁹.

Cet avertissement venant d'un sous-officier de l'armée adverse témoignait des capacités de renseignement de l'adversaire. Tous les déplacements des troupes alliées se faisaient sous l'observation constante de la cavalerie légère adverse, ces fameux cosaques qui terrorisaient tant les Tatars. Au soir de la bataille de l'Alma (20 septembre 1854), la capture de la voiture du prince Aleksandr Sergejevitch Menchikov prouva que le commandant-en-chef russe connaissait parfaitement l'état des troupes qu'il devait affronter¹¹⁰. Deux mois plus tôt, lors de leur assaut contre Giurgevo (7 juillet), au nord du Danube, Ömer Pacha s'était pareillement emparé de la correspondance des généraux Mikhaïl Dmitrievitch Gorchakov, Fedor Ivanovitch Soïmonov et Alexander von Lüders. Transmise à Tański, elle avait établi que les autorités communales bulgares faisaient remonter vers le commandement russe toutes les informations possibles sur les mouvements alliés¹¹¹. Pendant l'hiver 1854-1855, alors que les mouvements s'interrompirent en raison de la saison, les cosaques n'hésitèrent pas, pour obtenir du renseignement, à enlever les sentinelles françaises, qu'ils garrotaient à l'aide d'un lacet¹¹². Les Russes utilisèrent également ce que Tański nomma des « déserteurs postiches », c'est-à-dire « un officier ou un cadet russes [simulant] un Français »¹¹³.

Cela dit, ces capacités de l'adversaire ne furent pas déterminantes pour expliquer les faillites du renseignement allié. L'assaut contre le faubourg Karabelnaïa, le 18 juin 1854, fut un exemple criant de la précipitation que Britanniques et Français avaient à sceller leur alliance renouvelée en ce jour commémoratif de Waterloo. Il révéla aussi les insuffisances du renseignement d'origine humaine. Tant au petit Raglan qu'à la tour de Malakoff, l'échec fut total pour les mêmes raisons. Pareillement, le 20 mai 1855, Péliissier refusa d'attaquer Simféropol par Alouchta, comme le lui demandait Lord Raglan. Là encore, il pointa le manque d'information sûre concernant l'état des forces russes, mais également l'absence de cartes de la zone d'opération¹¹⁴. Implicitement, le nouveau commandant en chef français pointa la responsabilité de ces chefs du « renseignement militaire » et du « service topographique et politique », soit Tański et Desaint ; seulement, le premier avait « mis à la disposition de M. le colonel Desaint » son service¹¹⁵. Cela dit, le Polonais ne fut pas exempt de maladresse. Certes, il avertit Trochu qu'il se « méfi[ais] de [lui]-même, [ayant] perdu les habitudes militaires, et [ayant] pris les allures d'un écrivain libre et indépendant »¹¹⁶. Cela n'empêcha pas Trochu de trouver parfois ses rapports « très obscur[s] » ou de pointer les impropriétés de vocabulaire de Tański. Ainsi, dans son rapport du 2 mai 1855, il décrivit sur de longues pages ce que Trochu résuma en « lunette avant de la gauche du bastion central »¹¹⁷.

Cela dit, le renseignement n'étant pas une science exacte, et encore moins divinatoire, Saint-Arnaud et Canrobert n'eurent qu'à se louer des informations que leur procurèrent leurs « maîtres

¹⁰⁷ *Ibid.*, Renseignement militaire (RM), 5 juillet 1855.

¹⁰⁸ *Ibid.*, Service topographique, n° 46, 15 juillet 1855.

¹⁰⁹ Joseph Tański, *op. cit.*, p. 172-177 ; SHD/DAT, 1 G 11, BRM, 13 janvier 1855.

¹¹⁰ SHD/DAT, 1 M 2037, Tański, *op. cit.*.

¹¹¹ *L'ami de la Religion*, 27 juillet 1854.

¹¹² Joseph Tański, *La revue des deux mondes*, 1^{er} septembre 1856, p. 227.

¹¹³ SHD/DAT, BRM, 21 janvier 1855.

¹¹⁴ Stefan Harris, *op. cit.*, p. 100.

¹¹⁵ SHD/DAT, 1 G 18, BRM n° 101, 14 mai 1855.

¹¹⁶ *Ibid.*, BRM, 1 G 11, 17 janvier 1855.

¹¹⁷ *Ibid.*, 1 G 18.

espions ». Tański chercha à chaque fois à offrir à ces décideurs militaires les informations dont ils eurent besoin pour établir leur plan. Il le fit en début de campagne, lorsque Saint-Arnaud pensait encore à intervenir sur le Danube, puis il s'orienta vers des opérations en Crimée. En bon patriote polonais, Tański en fut légèrement décontenancé¹¹⁸, mais il embarqua avec les éléments précurseurs du débarquement près d'Eupatoria et rendit possible la prise de la cité. Il interrogea prisonniers et déserteurs. Canrobert demandant « coûte que coûte » des renseignements sur l'ennemi, il ordonna une reconnaissance en plein cœur de l'hiver pour atteindre Simféropol, où Ibrahim Laya avait un frère¹¹⁹. Le chef de lieu de la province de Tauride, où se trouvaient d'importants dépôts logistiques, consista un objectif inatteignable pour les militaires alliés jusqu'en février 1856. Tański parti, il apparaît que Tobarski emporta avec lui ses Tatars, qui assurèrent la liaison avec Simféropol en décembre 1855 et janvier 1856 ; ils purent annoncer le repli russe hors de Crimée, véritable signal de la fin de la guerre dans la péninsule¹²⁰. Mais Tański ne vit pas ce moment. Quand la campagne s'installa dans un siège de Sébastopol, il se rendit compte qu'il n'aurait plus « ni prisonniers, ni déserteurs. [S]on service n'était plus utile », pensa-t-il. Et de « le rem[ettre] au chef du bureau topographique », soulignant une ultime fois que Desaint n'eut aucune autorité sur le « service des renseignements militaires ». Au contraire, ce topographe fut toujours employé à diverses reconnaissances, dont celle sur Kertch, au printemps 1855¹²¹. Comme Charles Lander, à compter du 1^{er} août, puis W.G.B. Jackson, au 1^{er} novembre, les deux successeurs de Cattley, emporté le 10 juillet par le choléra, Desaint poursuivi dans la lignée tracée par Tański, avec une rigueur plus militaire. Il envoya Beaudouin occuper une position dans la vallée de Baydar, tandis qu'il entreprit de rédiger « chaque semaine » une situation des effectifs adverses, d'interroger quelques déserteurs et de se constituer son propre réseau de Tatars, Hassan remplaçant Abdullah Efendi, comme principal « agent »¹²². Pour sa part, Tobarski alla se faire employer par les Britanniques, et prit en octobre la direction du poste de renseignement de Kertch¹²³. Quant à Tański rentra « en toute hâte à Paris »¹²⁴, espérant pouvoir rejoindre les opérations militaires dans la Baltique.

La proposition de Joseph Tański

Mais il arriva en France après la prise de Sébastopol et de Kinburn. Puisqu'il était dit qu'il ne se battrait pas contre les Russes honnis, Joseph Tański renoua avec son activité journalistique. Dès le 15 janvier 1856, il adressa au ministre de la Guerre un « Mémoire sur la création d'un service central de renseignements militaires et d'un corps spécial de guides d'état-major ». Il s'agissait avant tout d'un retour d'expérience des opérations en Crimée. Il estima que le « manque de renseignements positifs sur le pays, sur les dispositifs des habitants et sur les forces réelles de l'ennemi » résulta de deux conditions particulières, d'une part la duplication de moyens entre les ministères de la Guerre et des Affaires étrangères, de l'autre l'insuffisante implication des militaires. La première se manifestait par une absence de « notions de la science militaire » des « interprètes et agents » diplomatiques, tandis que leurs homologues militaires étaient « spécialement destinés à l'Algérie ». Ces corps « devaient [en] former un seul [...] organisé militairement, soumis à un chef responsable nommé par le ministre de la Guerre ».

Au souci de doter les armées « des interprètes et des agents militaires, capables, intelligents et dévoués » s'ajouta chez Tański la volonté d'organiser une acquisition proactive de l'information « en rapport avec les besoins des armées ». Pour cela, il convenait d'accorder « une position régulière et officielle aux chefs et aux agents » d'un véritable « service général de renseignement militaire ». Hormis une révélation du manque d'intérêt pour le renseignement des successeurs de Saint-Arnaud, Canrobert comme Péliissier, Tański posa là les fondements d'une réflexion qui ne devait trouver de

¹¹⁸ Joseph Tański, *Cinquante années...*, *op. cit.*, p. 110.

¹¹⁹ NAM, Raglan Papers, 6807-301, Absalam à Ibrahim, 19/31 janvier ; SHD/DAT, 1 G 18, BRM, 8 mai et 1 G 22, RM, 7 et 12 juillet 1855.

¹²⁰ *Ibid.*, NAM, Codrington Papers, 6807-380-66, Jackson à Codrington, 23 décembre 1855 ; 6807-380-34, Tobarski, 26 décembre 1855 et 12 janvier 1856.

¹²¹ *Ibid.*, Codrington Papers, 6807-380-36 et SHD/DAT, 1 G 18, rapport de Desaint, 29 avril 1855.

¹²² Desaint à Castellane, 28 juillet 1855, in *Campagnes de Crimée, d'Italie, d'Afrique, de Chine et de Syrie, 1849-1862. Lettres adressées au maréchal de Castellane...*, Paris, Plon, 1898, p. 256 ; SHD/DAT, 1 G 19-22, *passim*.

¹²³ Steffen Harris, *op. cit.*, p. 136-148.

¹²⁴ Joseph Tański, *op. cit.*, p. 186.

réalisation qu'une quinzaine d'années plus tard. Il voulait que ce service fut placé au plus près du ministre de la Guerre, seule autorité apte à « faire naître [...] le sentiment du devoir et de l'esprit de corps, sans lesquels il n'y aura[it] jamais de responsabilité morale ni de garantie réelle ». Il aurait pour mission de

« réunir et coordonner tous les états et tous les documents militaires éparpillés dans les bureaux statistiques des ministères de la Guerre, des Affaires étrangères et de la Marine ; analyser et résumer les rapports d'officiers envoyés en mission à l'étranger et les dépêches des agents du ministère des Affaires étrangères [...] ; se tenir au courant de tous les faits et nouvelles militaires publiées par la presse étrangère qui souvent donn[ait] des indications très utiles pour ceux qui s'appliqu[aient] à les étudier avec suite et méthode. »

L'objectif de Tański fut aussi de réorienter l'activité de renseignement des armées vers l'Europe, et notamment la Russie, donc de rompre avec le tropisme algérien. Aussi préconisa-t-il, à l'instar du corps des guides qui avait créé en Crimée, de recruter des « guides d'état-major », « un corps d'interprètes et d'agents » choisis parmi les militaires de la Légion étrangère, composée essentiellement de soldats allemands, italiens et espagnols, issus des dépôts de réfugiés ou déserteurs polonais des armées russes et allemandes¹²⁵. Il dénonça le climat algérien, cette indolence propre à l'armée d'Afrique, qui avait envahi le corps expéditionnaire d'Orient. Ainsi le mémoire de Tański se trouva-t-il condamné à l'oubli « dans les poussières des archives »¹²⁶ militaires et, jusqu'à la fin du Second Empire, des hommes des Bureaux arabes, comme le colonel Chanzy en Syrie¹²⁷, armèrent le service « politique » des états-majors projetés... quand ceux-ci en constituèrent. Tout juste incita-t-il la direction du dépôt de la Guerre à renouer avec la statistique militaire. Le départ en retraite du colonel Michel, le 5 décembre 1856, permit de nommer à la tête de la 2^e section, en charge de la statistique militaire le colonel Eugène Saget : officier d'état-major, il avait une appétence pour le renseignement, comme il ne tarda pas à le montrer lors des opérations précurseurs en Italie et en Savoie (1859-1860)¹²⁸. Tański chercha tout aussi vainement à populariser ses thèses à l'occasion d'une lettre au rédacteur en chef de la *Revue des deux mondes*¹²⁹. Dans son ouvrage sur le renseignement britannique en Crimée, Steffen Harris regretta que « le renseignement français dans la guerre n'a[ait] pas été étudié ». Voilà qui est chose faite¹³⁰...

Le renseignement français dans les campagnes suivantes de l'Empire, en Italie (1859), en Syrie (1860-1861), en Cochinchine (1861-1862), au Mexique (1862-1867) et contre la Prusse (1870-1871) connut les mêmes impérities qu'en Crimée. Les Affaires étrangères adressèrent aux armées une information plus politique qu'opérationnelle, la Marine effectua une surveillance et des reconnaissances côtières, tandis que des agents particuliers continuèrent à être envoyés par le pouvoir exécutif pour des missions d'information, comme le journaliste Eugène-Hubert de La Pierre, ami et correspondant du duc de Morny, attaché au corps expéditionnaire du Mexique avec un grade de colonel et sur les fonds des Affaires étrangères¹³¹. Toutefois, toutes ces projections de troupes sur des théâtres extérieurs furent élaborées en amont par un renseignement stratégique piloté par le dépôt de la Guerre, et dans une moindre mesure ceux des fortifications et de la Marine. Sur ces bases s'organisa, après la défaite face à la Prusse, la réalisation de la pensée de Tański¹³².

¹²⁵ SHD/DAT, 1 M 2037, Tański, *op. cit.*

¹²⁶ Pierre Lehautcourt, *Histoire de la guerre de 1870-1871*, II, Paris, Berger-Levrault, 1902, p. 82.

¹²⁷ SHD, DAT, 7 Yd 1490, et Gérard Arboit, « Les capacités de renseignement des armées au XXI^e siècle : l'exemple de l'expédition de Syrie de 1860 », août 2007, www.cf2r.org/fr/article/article-capacites-de-renseignement-des-armees-au-XIXe-siecle-exemple-de-expedition-de-Syrie-de-1860-5-5.php.

¹²⁸ SHD/DAT, 7 Yd 1497.

¹²⁹ Septembre-octobre 1856, t. 5, p. 222-229.

¹³⁰ Steffen Harris, *op. cit.*, p. 27.

¹³¹ SHD/DAT, G⁷, 98, Osmond à Eloin, 22 janvier 1866.

¹³² Gérard Arboit, *Des services pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 63-72.